



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Commun à tous les lots
n° 25SRV51

Acheteur

Vallée Sud - Grand Paris (92)
Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Téléphone : +33 0186631162

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Président

Objet du marché

Souscription d'assurances construction pour l'opération « de construction de l'école du développement durable, de la ressourcerie et de l'espace renature de la zone urbaine de la Sygrie »

Identification des assurés au titre du présent contrat

- Le souscripteur du contrat : EPT Vallée Sud Grand Paris
- Les assurés additionnels : Le ou les Maîtres d'œuvre, les entreprises et leurs sous-traitants ou co-traitants, les fournisseurs agissant sur le site, ainsi que tous les autres intervenants participants directement ou indirectement à la réalisation de l'ouvrage.

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE ET DESCRIPTION DES RISQUES A COUVRIR	4
ARTICLE 2 : BESOINS DE COUVERTURE	4
ARTICLE 3 : COTISATIONS – PRIMES	4
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 6 : SERVICE FAIT DES COTISATIONS ET PRIMES D'ASSURANCE.....	5
ARTICLE 7 : REGLEMENT DU TITULAIRE	5
ARTICLE 8 : PRESENTATION DES FACTURES	6
ARTICLE 9 : DELAIS DE PAIEMENT	6
ARTICLE 10 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE, SANTE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	6
ARTICLE 11 : CONCILIATION ET MEDIATION	6
ARTICLE 12 : DIFFERENDS.....	7
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	7
ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	7
ARTICLE 15 : CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	8

Article 1 : Objet du marché et description des risques à couvrir

Le présent marché a pour objet les prestations d'assurance décrites au présent CCP d'expression des besoins qui définit les garanties du contrat souhaitées et sera complété par les Conditions Générales, Conventions Spéciales et Conditions Particulières de l'assureur titulaire.

Les prestations sont réparties en 2 lots traités par marchés séparés désignés ci-après :

- ☐ Lot n°01 : Assurance Tous Risques Chantier (TRC)
- ☐ Lot n°02 : Assurance Dommages Ouvrage - Assurance Contrat Collectif

Article 2 : Besoins de couverture

Les candidats devront présenter un programme couvrant les risques Tous Risques Chantier (avec RC Maître d'Ouvrage), Dommages Ouvrage et Contrat Collectif de Responsabilité Décennale pour l'opération concernée.

Article 3 : Cotisations – Primes

La prime provisionnelle est calculée par application du taux fixé sur l'assiette telle que mentionnée en tête de la présente police et payable suivant les dispositions prévues à l'article 7 et suivants du présent CCAP.

En cas de prolongation au-delà des dates fixées à la souscription et de la prolongation automatique, il sera perçu une prime complémentaire qui sera déterminée par application d'un taux de prolongation calculé en fonction de la durée et de la nature des travaux restant à effectuer.

En fin de chantier, l'assuré s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération c'est-à-dire le montant total des travaux y compris les honoraires des bureaux de contrôle, architectes et, ainsi, la prime définitive sera calculée par application du taux définitif sur ce montant.

TAUX DE PRIME

Le taux de prime HT (y compris frais annexes - catastrophes naturelles et GAREAT) est indiqué à la souscription du contrat par le candidat dans l'acte d'engagement.

Article 4 : Durée du marché

La durée du marché est indiquée à l'acte d'engagement,

Le marché peut être résilié par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS et des articles R. 2191-30 et R. 2191-31 du code de la commande publique, pour faute du titulaire ou pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques de tout ou partie des prestations du présent marché n'est pas prévue.

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 2% du montant du marché.

Article 5 : Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- L'offre du Titulaire (conditions générales, conventions spéciales, tableaux des montants de garanties, conditions particulières) remise lors de la consultation, ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), dans sa dernière version au jour de la signature du marché ;

En signant l'acte d'engagement, l'acheteur public et le titulaire reconnaissent avoir pris connaissance et accepté sans réserve l'ensemble des documents contractuels susvisés ainsi que l'ordre de priorité défini.

Les originaux conservés par l'administration font seule foi.

Article 6 : Service fait des cotisations et primes d'assurance

Les primes d'assurance étant payées d'avance, la notion d'avance au sens des marchés publics ne s'applique pas pour le présent marché. En effet, en application de l'article 3.1°. j de l'arrêté du 12 mars 2020¹, les cotisations et primes d'assurance font l'objet d'une procédure de service fait présumé.

Il est convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L.113-3 du Code des Assurances n'est pas considérée comme étant une avance.

Article 7 : Règlement du titulaire

Le paiement des factures s'effectue par avance conformément au Code des Assurances par virement au profit du candidat ou du mandataire du groupement.

Chaque année, le titulaire s'engage à adresser un décompte financier ainsi qu'une quittance de prime.

En cas de groupement conjoint d'intermédiaire (courtier, agent, ...) et d'assureur(s), la pratique est l'appel de la prime d'assurance par l'intermédiaire d'assurance. La prime comporte tant la rémunération de l'assureur que la commission de l'intermédiaire. Les sommes se rapportant à l'exécution des prestations de chacun sont réparties ensuite entre assureur et intermédiaire ;

¹ Arrêté CPAB1932853A du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Article 8 : Présentation des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro : <https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorusportailpro/>

Les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- Le numéro et l'intitulé du marché ;
- La date d'établissement et le numéro de la facture,
- Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du Titulaire,
- Le numéro de contrat ou de compte bancaire à créditer figurant dans l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la taxe, et le montant total TTC.
- Le code service

Article 9 : Délais de paiement

Les prestations sont réglées conformément aux stipulations du contrat et en application des dispositions du code des assurances et du code de la commande publique dans un délai de 30 jours.

Les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes comptant supporte un retard lié aux contraintes administratives.

Article 10 : Protection de l'environnement, sécurité, santé et lutte contre les discriminations

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. *[pour compléter cette clause, l'acheteur peut indiquer les obligations qui lui paraissent importantes et les moyens de les contrôler]*

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à contribuer à la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Article 11 : Conciliation et médiation

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations du marché.

Tout différend entre l'acheteur et le titulaire doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation. Dans le silence de l'autre partie pendant deux mois, ou si l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend, ils privilégient le recours à la conciliation en recourant au comité consultatif de règlement à l'amiable des marchés publics compétent, ou à la médiation, en saisissant le médiateur des entreprises ou le médiateur des assurances.

Article 12 : Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

Article 13 : Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

Article 14 : Protection des données personnelles

Des données à caractère personnel de l'acheteur et des personnes intéressées au contrat d'assurance sont traitées à différentes étapes de l'exécution dudit contrat d'assurance. Ces données sont traitées dans le respect du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), de la loi Informatique et Libertés 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ainsi que des réglementations annexes liées à la protection des données personnelles.

En application du RGPD, le titulaire revêt la qualité de responsable des traitements qu'il met en œuvre et dont il détermine les moyens et les finalités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 15 : Clause de réexamen

En cas de variation de la superficie totale des bâtiments à assurer, le présent marché peut être modifié quelle que soit la variation de surface considérée.

Cette modification ne peut avoir pour effet de changer les garanties ainsi que leurs montants.

Article 16 : Dérogations au CCAG-FCS

Les clauses du présent CCP dérogent aux clauses suivantes du CCAG-FCS :

- Article 4 relatif aux pièces contractuelles ;
- Articles 11.1 et 11.2 relatifs aux avances et acomptes ;
- Article 12 relatif au règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance.
- Article 14 relatif aux pénalités ;
- Article 45 relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.